

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 9 juin 1971

AUX MEMBRES DU COMITE CENTRAL

Cher(e) Camarade,

Comme annoncé précédemment, la session plénière du
Comité Central aura lieu les

SAMEDI 19 ET DIMANCHE 20 JUIN PROCHAINS
=====

dans la salle (35e étage) de la Tour du Midi, Place Bara à Bruxelles
(tout près de la Gare du Midi).

La séance du samedi 19 juin commencera à 15 heures
précises.

A l'ordre du jour :

- L'intervention du Parti dans les problèmes politiques actuels, notre programme d'action pour mener à bien la prochaine campagne électorale.

Ce vaste et important problème sera brièvement introduit par le camarade Drumaux et pour que la discussion soit aussi fructueuse que possible, nous vous ferons parvenir d'ici quelques jours une note contenant les principaux thèmes qui devraient, selon nous, être débattus.

Sur cette base, nous vous demandons instamment de préparer votre contribution en formulant concrètement les problèmes politiques, les mots d'ordre et slogans sur lesquels vous proposez d'axer notre action d'ici les prochaines élections.

Bien fraternellement,

M. DRUMAUX.

Aux membres du Bureau Politique

Le Bureau flamand s'est réuni le vendredi 11/6/71, afin d'examiner l'élaboration d'un programme d'action pour la Flandre.

A cet effet, il a été procédé de deux préoccupations :

- 1) la possibilité d'un écho réel parmi la population et
- 2) les possibilités du parti dans les différentes régions.

1. Emploi

Des propositions doivent être élaborées par région.

a) Dendre

Combien de nouveaux emplois exige-t-on par an ?

Quels projets peut-on proposer :

- l'établissement d'une usine pour des habitations préfabriquées (par la S.R.D.) ?
- Peut-on exiger que l'usine "Volkswagen" prévue soit installée dans la région de la Dendre ?
- Quels sont les travaux d'infrastructure qui doivent instamment être recommandés.

Le travail préparatoire n'est-il pas avancé à un tel point, dans la région de la Dendre, qu'une journée d'action régionale pour l'emploi ne puisse être envisagée ?

b) Limbourg

Accroissement de fermetures de charbonnages.

Eisden, et par la suite aussi Winterslag et Beringen.

Proposition pour nationalisation des charbonnages capinois.

Pas de fermeture sans garantie collectif et individuel préalable d'emploi.

c) Gand

Délabrement continu de l'industrie textile : même revendication pour reconversion préalable.

En général, on doit exiger, par région, que les conventions conclues avec l'industrie privée en fonction de la loi Leburton ou dans le cadre de la promotion contiennent explicitement le maintien ou l'extension de l'emploi.

- A l'échelon de l'entreprise : généralisation et extension des accords des ACEC (maintien de l'emploi et de la carrière lors d'une réorganisation).

A cet effet, une information en temps opportun et longtemps à l'avance est nécessaire, ainsi que le contrôle par le Conseil d'entreprise.

Pas de rationalisation par l'augmentation des cadences de travail.

Généraliser la possibilité pour prendre sa pension anticipativement, avec pension complémentaire au niveau de l'entreprise.

2) Sécurité de revenus

- par la lutte revendicative
- par l'égalité des salaires pour femmes et hommes
- par la lutte pour nos objectifs fiscaux (révision de certains tarifs T.V.A., indexation barèmes fiscaux, impôt conjoncturel sur bénéfices, etc.).

3) Agglomérations et fédérations

Anvers : les communes de la rive gauche qui sont importantes pour l'extension portuaire, proposer pour faire partie de l'agglomération anversoise (pas de fusions).

4) Infrastructure sociale et environnement

- Exiger la publication immédiate des arrêtés d'application de la loi de 1964 contre la pollution d'air. Adresser des pétitions aux élus.
- Elaborer programme par commune pour infrastructure sociale : crèches, plaines de jeu, bassins de natation, etc.; habitations sociales; aides sociales.
Création de larges comités de quartier.
- Défense des services publics.

5) Autonomie culturelle

Nous restons attachés au parallélisme entre la structuration politique des régions et l'autonomie culturelle des communautés.

6) Bruxelles :

Enlever le problème scolaire du projet de loi sur l'agglomération bruxelloise, et l'introduire immédiatement comme ^{proposition} de loi séparée. La réalisation de l'infrastructure nécessaire indubitablement liée au libre choix du père de famille.

- 7) Elections : là où c'est possible, - faire des sondages pour l'établissement de listes élargies (avec démocrates-chrétiens et socialistes).

=====

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 14 juin 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 18 JUIN 1971 A 10 HEURES.

A l'ordre du jour :

- Examen des propositions des ailes du B.P.
pour des programmes d'action du Parti dans
les régions.

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK.

Cd. Couffement

EPHEMERIDES du 15 AVRIL
au 15 JUIN

16 avril

SYNDICATS : - Les délégués et candidats délégués de la fédération Chrétienne des Métallurgistes de Charleroi, Thuin et Walcourt se sont réunis, déclarent accepter la programmation interprofessionnelle.

- Le comité National de la C.M.B. réuni à Melreux salue les travailleurs des A.C.E.C. de Herstal. Assure les grévistes de son appui complet.

P.C.B. : - A propos des négociations interprofes. : (communiqué du B.P. du P.C.B.) continuer à développer l'action pour les revendications interprof. : indexation barèmes fiscaux, contrôle démocratique de la fixation des prix, la mise à charge du patronat des cotisations sociales.

LUTTES SOC. : - Grève de 272 employés aux Tubes de la Meuse. Revendication : une prime de fin d'année et primes de production.

17 Avril

POL. INTERNAT. : - Les présidents de l'Egypte, de la Lybie et de la Syrie ont proclamés la création d'une "Union des Républiques Arabes" liant leurs trois pays dans une union confédérale qui aura un seul président, un gouvernement, une seule capitale. Elle ne conclue aucun traité de paix avec Israël et ne négociera pas directement avec Jérusalem.

- Le président Thieu déclare à une parade militaire qu'il ne fallait plus attendre de résultats des pourparlers de Paris.

SYNDICATS : - Le Conseil National des jeunes métallurgistes approuve la revendication : "A travail égal, salaire égal".

- 250 jeunes militants de la C.M.B. et F.G.T.B. se sont réunis à Bruxelles, afin de faire le point sur le statut des jeunes métallurgistes et sidérurgistes.

18 avril

POL. INTERNAT. : - Pakistan Oriental : La République indépendante et souveraine de Bangla Desh est proclamée au nom du Cheik Mudjbour Rachman.

POL. PRIX : - au cours d'une émission T.V. "Trefpunt", mr. Mark Ver-eecken conseiller-A.C.V. se prononce pour le projet COOLS. Il donne l'opinion de tout l'A.C.V.

- SYNDICATS : - à Anvers 1er congrès professionnel de l'Industrie par le syndicat des Employés, Techniciens et cadres de la F.G.T.B. Conclusion : nécessité de planification, surtout lorsqu'il s'agit d'aider l'état.
- . Renforcer les contacts internationaux
 - . concertation avec les centrales ouvrières

19 avril

- POL. PRIX : - Le Bureau du P.S.B. exprime son appui à la politique sociale économique et fiscale du gouvernement.
- La Centrale des Métallurgistes et les coopératives apportent leur soutien à une politique efficace des prix.
- POL.INTERNAT. : - Par un accord Sino-Roumain, la Chine fournira à Bucarest des équipements industriels et militaires pour 250 millions de dollars.

20 avril

- LUTTES SOC. : - Grève des mineurs Limbourgeois à Waterschei, Winter-slag, Beringen et Zolder. Revendication : Pension après 25 ans dans la mine et après 30 ans de surface.
- ELECTIONS COMM. : - Deux nouvelles listes pour les élections communales à Liège: - Le Rassemblement Progressiste Wallon (Jacob et Arets) - Parti Libéral Radical conduit par Jean Cudell.
- POL. PRIX : - Le Bureau de la C.S.C. sous la présidence de Houthuys déclare appuyer la politique des prix du gouvernement.
- Le Bureau de la F.G.T.B. sous la présidence de De Noore confirme son accord sur les options définies par Cools et approuve le manifeste de 2.000 mots qui engage l'avenir de la femme qui travaille.
- ENSEIGNEMENT : - Réunion "au sommet" en vue de la révision du Pacte Scolaire. Echanges de vues sur le Pacte Scolaire. Un rapport sera demandé au ministre de l'Education Nationale qui sera examiné par la commission permanente du Pacte Scolaire et communiqué aux partis.

21 avril

- POL. PRIX : - Le Bureau de la régionale Huy-Waremme-Liège considère que les mesures envisagées par Cools sont seules de nature à permettre une véritable politique des prix et à éviter l'accélération du processus inflatoire. Estime que si le gouvernement refusait d'appliquer ces mesures, les organisations syndicales ne pourraient en aucune manière ratifier le préaccord interprofessionnel du 6.4.71.

AFF. SOC. : - Au comité national d'expansion économique et sociale le gouvernement a annoncé une amélioration des indemnités payées aux anciens malades. Le plafond salarial sur lequel sont prélevées les retenues pour les cotisations de l'assurance indemnités, serait porté de 10.600 à 14.575 F.

LUTTES SOC. : - 84 % des travailleurs à Hainaut-Sambre Couillet se prononcent pour la reprise du travail.

- Reprise du travail aux Tubes de la Meuse : prime de fin d'année égale à 1,90 fois leur traitement de février et 250.000F sous forme de primes. Les jours de grève seront payés.

22 avril

POL. INTERIEURE : - La chambre a voté le projet de loi concernant la construction et le fonctionnement du centre universitaire du Limbourg.

POL. PRIX : - Cools confirme à la chambre des représentants la baisse de 6 % des prix des spécialités pharmaceutiques à partir du 1er juin.

POL. INTERNAT. : - François Duvalier est décédé. (Haïti) Son fils de 20 ans lui succédera.

PARLEMENT : - Marc Drumaux intervient à la Chambre dans la discussion du budget du ministère des affaires étrangères et du commerce : sur l'indépendance de l'Europe vis à vis de l'O.T.A.N. et sur la sécurité et la coopération.

23 avril

POL. PRIX : - Conseil des ministres : accord sur l'avant-projet Cools. (Modification de l'arrêté-loi du 22.1.45). Le ministre des affaires économiques est autorisé à fixer des prix, non seulement par secteur ou par produits, mais aussi au niveau des services et des prestations individuelles, et ce pour une période de 6 mois au max. , quand les demandes sont introduites par des groupes d'entreprises ou par des entreprises individuellement.

- fermeture des entreprises : décision doit être soumise aux Tribunaux
- Enregistrement comptable : sera fixé par Arrêté Royal spécial.

POL. INTERNAT. : - Manifestation de 500 anciens de l'Indochine qui jettent leurs décorations devant le Capitole à Washington.

24 avril

- SYNDICATS : - Communiqué du Front Commun syndical des ACEC : invite les travailleurs de tous les sièges à marquer leur solidarité avec leurs camarades de Herstal par une grève d'une heure en fin de journée le 23.4.71
- LUTTES SOC. : - Concentration nationale des mineurs à Genk (+ 4.000) de Liège, Charleroi, Borinage, pour une pension après 25 ans et l'adaptation des pensions des intéressés et des mineurs invalidés.
- POL. INTERNAT. : - Manifestation à Washington et à San Francisco contre la guerre au Vietnam. 500 mille dans la capitale fédérale et 250 mille à San Francisco. (Egalement des manifestations dans d'autres villes des E.U.)
- P.C.B. : - R.T.B. : Interview de Marc Drumaux dans "Rendez-vous avec"...
- Bruxelles : Meeting en faveur du Vietnam organisé par la régionale Vietnam de Bruxelles.

25 avril

- POL. INTERNAT. : - Le Xe congrès du P.C. bulgare s'est terminé. Ce congrès est axé essentiellement sur le bien-être de l'homme. Faire fonctionner la démocratie au maximum.
- P.C.B. : - C.C. du P.C.B. sur les agglomérations et fédérations de communes. Rapport de Louis Van Geyt.
- Le C.C. considère 1) que les agglom. et féd. de communes doivent être dotées dès le départ de conseils élus au scrutin direct et proportionnel
- 2) que le pouvoir central doit leur restituer les ressources dont il s'est progressivement accaparé.
- 3) la création d'agglom. et féd. doit aller de pair, surtout dans les grandes communes avec la mise en place de conseils de quartier.

26 avril

- P.C.B. : - Soirée de soutien aux peuples Indochinois à Cuesmes organisé par l'U.B.D.P. (beaucoup de jeunes).
- SYNDICATS : - Le comité national de la centrale des mineurs F.G.T.B. décide la reprise de travail dans toutes les mines après avoir examiné les premiers résultats
- 1) Les licenciés pour fermeture ayant au moins 25 ans de service, seront considérés comme pensionnés.
- 2) Le gouvernement a chargé le ministre de la prévoyance sociale de s'occuper immédiatement de la pension après 25 ans

POL. INTERNAT. : - Le haut commandement des Forces armées populaires du Sud-Vietnam demande à ses combattants de ne pas attaquer ceux des soldats américains qui, individuellement ou en groupe, s'opposent à la guerre.

POL. INTERIEURE : - Bureau du P.S.B. sous présidence de Van Eynde: échange de vue sur le nouveau projet relatif aux agglom. et féd. de communes et déclare regretter l'initiative des mandataires communaux de Bruxelles à propos de la liberté du père de famille.

(Les mandataires communaux socialistes de Bruxelles ont annoncé que les formulaires de déclaration linguistique seraient de toute façon supprimés pour le 1er septembre, légalement ou non).

27 avril

POL. INTERNAT. : - Par le biais d'une commission présidentielle, le gouvernement Nixon a avancé le concept de deux Chines au terme duquel le gouvernement de Pékin serait admis à l'O.N.U., à condition que celui de Taïpeh n'en soit pas expulsé.

SYNDICATS : - Debunne expose devant la presse le programme de la F.G.T.B. pour les élections sociales. (Sécurité d'emploi, sécurité de revenu, séc. de travail, séc. soc. et équipements collectifs, promotion du travailleur, supprimer discrimination envers les femmes, les jeunes et les travailleurs migrants).

LUTTES SOC. : - Les mineurs de fond poursuivent la grève à Liège et en campine, légère reprise de travail au Hainaut.

PARLEMENT : - M. Levaux interpelle sur la politique des prix et mesures de contrôle envisagées par le gouvernement.

- G. Glineur interpelle le ministre De Paepe sur le problème des mineurs

- M. Couteau interpelle sur la juste revendication de crédits d'heures pour les jeunes travailleurs.

POL. MONETAIRE : - Les ministres des finances des "six" réunis à Hambourg donnent leur accord (à part la France) pour assiser le dollar et déclarent leur solidarité vis-à-vis des E.U. et le désir européen d'unification monétaire.

28 avril

ENSEIGNEMENT : - Le ministre A. Dubois fait le bilan de l'expansion universitaire. Il se prononce en faveur de l'essaimage universitaire.

POL. INTERIEURE : - Accord au conseil de cabinet sur le projet 868 bis. Un seul texte de loi organique qui organise les agglomérations et féd. de communes tout en instaurant la liberté du père de famille à Bruxelles à partir du 1er septembre prochain. La loi crée les agglom. et féd. de communes autour de Bruxelles, les autres féd. seront créées par Arrêté Royal, délibéré en Conseil des ministres et confirmé par une loi.

LU TES SOC. : - Déclaration commune des docteurs Henrard et Wynen dans laquelle ils rappellent les réformes pour résorber le déficit de l'AMI. La gratuité en matière d'assurance-maladie serait néfaste. Ils ajoutent que "en cas de nouvelle agression" ils mèneront une action "au moins aussi efficace qu'en 1964".

P.C.B. : - Communiqué du B.P. du P.C.B. : La clé : Contrôle ouvrier à l'entreprise. Les mesures envisagées par Cools contre les hausses de prix, manquent de précision et ne seront pas à même de freiner la hausse du coût de la vie. Le B.P. réclame un véritable contrôle des prix, l'indexation des barèmes fiscaux, la révision de l'index. des prix, des compensations salariales ou autres à la détérioration de leurs moyens d'existence, la mise à charge du patronat des cotisations sociales.

LUT ES SOC. : - Les employés de la Raffinerie de pétrole Texaco à Gand ont arrêté le travail pendant 2 heures lors de la visite du directeur général américain. Revendication : augmentation mensuelle de 2.500F

- Les employés de différents secteurs de Cockerill ont manifestés pendant 1 H dans la cour du château de Cockerill contre le retard apporté par la direction dans le paiement de la prime de fin d'année.

- Après plusieurs arrêts de travail à Boël, les employés ont obligés les patrons à concéder des augmentations barémiques.

- grève du zèle à repris à la Bibliothèque Royale à Bruxelles. Revendication : revalorisation des fonctions.

29 avril

POL. INTERNAT. : - 34 extrémistes de droite inculpés par la justice italienne pour avoir voulu reconstituer un parti fasciste.

EMPLOI : - Déclaration de Cools lors de l'inauguration de nouvelles installations de laminage d'Athus: "A quoi bon créer des emplois nouveaux, si l'on ne préserve pas les activités existantes".

PARLEMENT : - Intervention d'Albert Mathieu au sénat qui défend la médecine préventive.

30 avril

PRIX : - Augmentation de 0,61 points de l'index soit : 117,23 points en mars 71 contre 117,84 points en avril 71.

POL. INTERIEURE : - Dans la presse socialiste double éditorial sous le titre "Unis et Forts" des 2 présidents du P.S.B. . Leburton relance à sa manière le front des progressistes. C.a.d. l'intégration dans le P.S.B.

- Début du marathon ministériel (voir 4.5.71)

SYNDICATS : - Congrès extraordinaire de la F.G.T.B. Liège sur la politique des prix et l'accord interprofessionnel.

- Démarche à effectuer auprès du gouvernement pour qu'il augmente les pensions à partir du 1.1.72 de 5 %.
- Garantie des 10 jours fériés.
- Avantages équivalents aux primes par les conventions sur le salaire mensuel garanti (à 80%) aux travailleuses en repos de grossesse ou d'accouchement, au plus tard le 1.7.71

et enfin sur la formation syndicale; la durée du travail et la sécurité sociale.

1er mai

P.C.B. : - Discours de Marc Drumaux à Mons. sur la volonté de créer un contre-pouvoir à l'impérialisme. Même si les difficultés et les obstacles demeurent nombreux, cette volonté marque des points.

Sur le parti socialiste et son rôle notamment en matière de politique internationale.

2 mai

POL. INTERNAT. : - Elections aux Pays-Bas : net glissement à gauche Recul des partis traditionnels. Le bloc progressiste contrôle 52 sièges contre 44 précédem. Le C.P.N. gagne 1 siège (6sièges actuellement).

3 mai

POL. INTERNAT.: - Manifestations contre la guerre se poursuivent aux E.U. plus de 7.000 arrestations.

- R.D.A. Walter Ulbricht cède la place à Erich Honnecker.

- POL. INTERIEURE : - Contestation au sein du P.L.P. Le groupe "Horizon" (De Croo, Klein, Fenaux) publie un document de réflexion.
- A Namur message-programme de Van Audenhove par intermédiaire de Toussaint en faveur du bipartisme.
- P.C.B. : - Le P.C. de Liège-ville présente son programme au cours d'une conférence de presse en vue des élections.
- LUTTES SOC. : - A Louvain contestation professeurs et étudiants qui réclament le code des étrangers promis pour le 1^{er} mai. Constitution d'une section louvaniste de la Ligue belge pour la défense des droits de l'homme. (Contestation également à Bruxelles U.L.B.)
- SYNDICATS : - Réponse de Cool à la question du député Califice sur convention passée avec fédération pétrolière :
- . elle a été établie par son prédécesseur
 - . il s'est saisi d'une nouvelle demande de hausse
 - . constituer une commission "ad hoc"

4 mai

- POL. INTERNAT. : - Président Al Sadate entreprend une action contre les "durs" de l'Union Socialiste Arabe.
- POL. INTERIEURE : - Fin marathon ministériel : accord sur :
- les arrêtés d'exécutions organisant l'OPI et le Bureau du Plan
 - . L'étude sur les projets sur l'AMI et les hôpitaux reporté à la fin du mois.
 - . l'accord sur le 868 bis = 973
 - . discussion difficile sur les Fourons.
- SYNDICATS : - Réunion des comités nationaux F.G.T.B. et C.S.C. sur accord interprofessionnel . C.S.C. vote pour (154 oui, 6 non, 29 abst.) F.G.T.B. : a chargé ses négociateurs d'une dernière confrontation avec le patronat pour défendre les amendements importants.
- PARLEMENT : - Harmel répond aux interpellations sur la politique étrangère, notamment de Drumaux, sur la sécurité européenne et le 24^{ième} congrès P.C.U.S.

5 mai

- POL. INTERNAT. : - Le P.C.F. dénonce les "gauchistes-fascistes".
- Périple de Rogess au Moyen-Orient.
- LUTTES SOC. : - Annonce de grève des pharmaciens pour le 21-22 mai.

6 mai

POL. INTERNAT. : - Congrès de l'autogestion du 5 au 8 mai à Sarajevo. (Yougoslavie).

LUTTES SOC. : - Intervention de la police à "The National" à Liège où les 70 ouvrières sont en grève pour protester contre liquidation de l'entreprise, qui depuis 1963 a bénéficié de diverses aides de l'état.

POL. INTERIEURE : - Le projet 973 (organisant agglom. et féd. de communes) est connu. L'intérêt de la presse se porte sur la partie qui concerne Bruxelles et les 5 féd. périphériques

POL. MONETAIRE : - Devant l'afflux des devises plusieurs banques centrales européennes décident de refuser les dollars américains.

PRIX : - La fédération des industries chimiques refuse d'appliquer l'arrêté de Cools sur la baisse de 6 % des produits pharmaceutiques.

PARLEMENT : - Vote du budget des affaires économiques.

7 mai

LUTTES SOC. : - France : à l'appel de leurs syndicats (C.F.D.T. et F.O.) les O.S. de la Régie Renault occupent l'usine de Boulogne-Billancourt. Revendication salariale.

- Constitution à Bruxelles de F3 (3ième force) qui regroupe 136 associations d'indépendants.

8 mai

SOLID. INDOCHINE : - Marche Vietnam à Anvers. 400 jeunes y participent. Droit d'inscription = 200 F

POL. MONETAIRE : - Réunion des ministres du marché commun à Bruxelles sur la crise monétaire.

P.C. : - 50ième anniversaire du P.C. Roumain

- Inauguration à Cuesmes de nouveaux complexes scolaires en présence de R. Noël, Marc Drumaux et Dubois.

9 mai

POL. INTERIEURE : - A l'occasion de son 50ième anniversaire le MOC-ACW publie un manifest intitulé "Justice dans le monde".

- élection à Dinant : nette avance du R.W. (Eof-fart).

POL. INTERNAT. : - La presse française signale que la Chine considère non-souhaitable la présence de députés communistes dans une délégation de l'Assemblée Nat. Française devant visiter la Chine.

- POL. MONETAIRE : - Après un week-end de discussions ininterrompu les ministres de finance du marché commun arrivent à un compromis : shilling autrichien + 5 % Franc suisse + 7 % ; mark et florin flottants. Franc belge + flottant.
- SOLIDARITE INDOCHINE : - Les travailleurs de la F.N. commémorent le 8 mai en dénonçant l'O.T.A.N. et la guerre d'agression en Indochine.
- LUTTES SOC. : - La grève se poursuit à la Bibliothèque Royale à Bruxelles. Les usagers se déclarent solidaires du personnel.
- POL. INTERNAT. : Berlin : Réunion du conseil militaire du Pacte de Varsovie.
- PARLEMENT : - Commission des affaires économiques : Projet Cools. Les amendements de Drumaux sont rejetés (demande de fixation des prix de monopole, organisation comptable dans un délai de 6 mois).

11 mai

- POL. INTERIEURE : - Les 3 partis traditionnels se rencontrent pour préparer discussion sur le pacte scolaire. Discussion qui se poursuivra le 26.5.71
- le sénat discute du secondaire rénové.
- POL. PRIX : - en commission des affaires économiques , discussion du projet Cools sur les prix. Marc Drumaux défend les amendements communistes
- 1) les dispositions du projet doivent concerner tous les produits et services sans exceptions et particulièrement ceux qui sont touchés par un système de prix de monopole
 - 2) les dossiers de demande de hausses de prix doivent être accessibles aux parlementaires.
 - 3) un délai de 6 mois doit être fixé dans la loi pour les "écritures comptables"
 - 4) Toute demande de hausse de prix, pour être recevable doit être accompagnée d'avis motivés émanant du Conseil d'entreprise, du conseil profession. et éventuellement du Conseil de concertation du secteur éc.

12 mai

- POL. INTERIEURE : - Le P.L.P. flamand veut assortir l'autonomie culturelle à un pacte culturel.
- POL. INTERNAT. : - Les évêques d'Italie ont décidé de rompre avec l'ACLI, qu'ils trouvent trop gauchistes.
- A Haïti menace de guerre civile, la famille Duvalier s'est enfuie.

SYNDICATS : - Contre-proposition de la F.G.T.B. au projet De Paepe sur l'assainissement de l'AMI : financement par l'impôt.

MARCHE COMMUN : - négociations entre les 6 ministres de l'agriculture du marché commun sur l'admission de la Grande-Bretagne. Pas de conclusions.

PARLEMENT : - Louis Van Geyt interpelle Broeyne sur les logements sociaux. Le ministre s'engage à combattre toutes les hausses.

13 mai

POL. INTERNAT. : - Le général Goodpaster, commandant suprême du SHAPE s'oppose à toute réduction de forces américaines en Europe. En opposition à l'amendement déposé devant le sénat américain par Mike Mansfield.

POL. INTERIEURE : - Le Bureau du Vlaamse P.V.V. annonce officiellement que sa participation au vote de l'autonomie culturelle, passera par un "pacte culturel" préalable.

14 mai

LUTTES SOC. : - La Ligue des droits de l'Homme publie un rapport sur les incidents de Citroën-Forêt. Elle considère comme anormal le régime qui gouverne l'octroi des allocations de chômage lors d'un licenciement pour "motif grave".

POL. INTERNAT. : - 1 million de métallos ont débrayés ~~à Paris~~, 50.000 manifestent à Paris pour la retraite à 60 ans.

- Egypte: démission de 6 ministres

- Brejnev prend la parole à Tbilissi à l'occasion du 50ième anniversaire de la République Soc. Sov. de Géorgie. Il rappelle que le P.C.U.S. est prêt à mener des actions communes pour la paix avec les partis socialistes. Il invite les pays membres de l'OTAN à discuter sur les propositions soviétiques de réduction des forces armées et des armements en Europe Centrale.

POL. INTERIEURE : - Le conseil de cabinet prétend instaurer une indexation de la fiscalité

- pré-accord sur le projet de Dehousse sur les Fourons.

P.C.B. : - Compte rendu sur le 24ième congrès du P.C.U.S. par la délégation belge. (Drumaux - H. Laurent).

15 mai

POL. INTERNAT. : - Lettre apostolique de Paul VI sur les problèmes de l'engagement du chrétien.

SYNDICATS : - La F.G.T.B. et la C.S.C. mettent au point un mémorandum commun sur les crédits d'heures.

- 13ième semaine de grève aux ACEC de Herstal.

P.C.B. : - Flawinne : grande vente de presse du D.R. et 6 meetings locaux.

16 mai

P.C.B. : - Congrès du F.I.

POL. INTERIEURE : - Congrès alliance agricole belge qui proposera une réforme du bail à terme.

SYNDICATS : - 25ième anniversaire de la C.G.S.P. de Liège.

17 mai

POL. INTERIEURE : - Accords post-électoraux avec les "durs" du P.L.P. de Bruxelles et le F.D.F., alliance qui doit mener à la conquête du collège d'agglomération. Siménet et V.D.B. sont contre.

ENSEIGNEMENT : - La C.G.S.P. enseignement national se prononce pour la grève le 24, 25, et 26 mai. Revendication salariale.

LUTTES SOC. : - Les O.S. du Mans repoussent les propositions de la direction Renault.

PROBLEMES EC. : - A Namur colloque sur les investissements étrangers en Belgique, avec J. Roy, Soustelle et Leburton.

P.C.B. : - Résolution du C.F. du P.C. de Bruxelles sur problèmes posés par le 973 : pour un statu démocratique de l'agglomération.

- Déjeuener de presse de Marc Drumaux à Bruxelles.

POL. INTERNAT. : - Etats-Unis : déclaration de Rogers : oui à la Conférence sur sécurité européenne si les problèmes de réduction des armements sont abordés.

18 mai

ENSEIGNEMENT : - l'A.P.P.E.L. et la F.G.P.E. soutiennent la C.G.S.P.

LUTTES SOC. : - 1 milliers de travailleurs des cristalleries Val Saint Lambert manifestent dans les rues de Seraing en faveur d'une solution publique pour le salut de leur entreprise.

- Le P.C.F. apporte son appui officiel aux O.S. de Renault.

POL. INTERIEURE : - Réunion du Bureau permanent élargi du P.L.P. Dexcamp désavoue formellement l'accord P.L.P.-F.D.F.

- Conseil gén. du P.S.B. : ne dira pas non au "Pacte culturel" proposé par le P.L.P.

19 mai

POL. INTERNAT. : - L'amendement de Mansfield est rejeté par le sénat américain par 61 voix contre 36.

ENSEIGNEMENT : - Le sénat a voté le projet de loi sur l'enseignement secondaire par 76 voix contre 18 et 6 abstentions.

- La fédération des instituteurs chrétiens décide de ne pas faire grève. Le syndicat libéral du service public (secteur enseignement), appuie la grève.

P.C.B. : - Réunion de personnalités hennuyères du P.C. sur l'implantation de la faculté de médecine dans le Hainaut.

20 Mai

SECURITE EUROPEENNE : - une ass. belge pour la sécurité et la coopération européenne a été créée, présidée par M.A. De Sawaele, Mme De Gent et Tonneaux.

Manifeste : 1) reconnaissance des frontières actuelles

2) Renonciation à l'emploi de la force

3) Développement des contacts humains et échanges dans tous les domaines.

4) désarmement progressif et contrôlé.

21 mai

ENSEIGNEMENT : - Le gouvernement regrette que les enseignants veulent faire grève le 24, 25 et 26, sans avoir préalablement repris contact avec lui. Les directeurs d'écoles du département de l'éducation nationale devront remettre une liste de tous les enseignants qui ont participé à la grève.

LUTTES SOC. : - La plupart des pharmaciens sont fermés le 21 et le 22 pour protester contre la baisse de 6 % des médicaments.

22 mai

SYNDICATS : - Le 7ième congrès statutaire de la centrale chrétienne du Bois et du Batiment se tient à Anvers.

P.C.B. : - Cuesmes : conférence de presse de Drumaux et Noël : pour la faculté de médecine à Mons - invitation aux ministres Harmegnies et Dubois à un débat public.

23 mai

POL. INTERNAT. : - A Haïti une partie des "Tontons Macoutes" est arrêtée et emprisonnée grâce à la l'armée et le population.

- Le "Neues Deutschland" publie une interview du Sénateur Calewaert (P.S.B.) où il plaide en faveur de la reconnaissance de la R.D.A.

24 mai

LUTTES SOC. : - Grève chez Renault terminée : garantie contre conséquences financières de changements de poste, après 8 ans d'ancienneté, garantie d'augmentation automatique des salaires après 3 ans de service.

POL. INTERNAT. : - Pompidou en visite en Belgique. Pompidou réaffirme dans son allocution son désir de voir s'aggrandir la communauté éc.. Il souligne l'absence de tout litige et la similitude de nos intérêts généraux en matière politique.
Le Roi souligne que l'Union éc. et monétaire est acquise dans son principe et que les négociations préalables à son élargissement se poursuivent.
Ces 2 entreprises ne vont ps sans aléas ni problèmes, mais n'entament pas la volonté de réussir.

POL. INTERIEURE : - Réuni n du bureau fédéral de Liège du P.L.P.
Motion : le projet 973 est inspiré par l'objectif de flamandiser Bruxelles.

25 mai

ENSEIGNEMENT : - Secteur C.G.S.P. de Bruxelles : n'ont pu souscrire aux propositions gouvernementales parce que satisfaction n'a pas été donnée aux points suivants :

- 1) Raccourcissement des carrières
- 2) Abaissement de l'âge du début de carrière
- 3) Traitement à la mi-carrière égal au minimum, augmenté des 2/3 de la différence entre le max. et le min.

- Assemblée univ. à l'U.L.B. sur problème de restriction budgétaire qui entraîne une série de licenciement. La C.G.S.P. de l'U.L.B. de mande la mise au point d'un statut de chercheur.

- manifestation de 1500 enseignants à Liège à l'appel du Front Commun.

- Charleroi : journée d'action en faveur de l'installation de la faculté de médecine à Charleroi.

SYNDICATS : - Le Bureau de l' F.G.T.B. a décidé de signer l'accord interprofessionnel pour les années 71-72

P.C.B. : - 14ième congrès du P.C. Tchécoslovaque. Mr. Husák critique Dubcek ainsi que le "novotnysme" qui a renoncé à la lutte des classes. (Délégation belge : L. Van Geyt et Duchâteau)

26 mai

ENSEIGNEMENT : - Les centrales C.S.C. enseignement ne font pas grève. Ils estiment que les propositions gouvernementales constituent une base valable en vue des négociations ultérieures.

SYNDICATS : - Le comité exécutif de la centrale générale F.G.T.B. rejette l'accord interprofessionnel 71-72.

POL. INTERIEURE : - Réunion au sommet entre représentants des 3 partis tradit. Le P.L.P. explique le "Pacte Culturel". Il viserait à assurer la protection des minorités idéologiques et philosophiques, mais celles-ci seraient exclues de la mise au point.

POL. INTERNAT. : - Communiqué commun sino-autrichien signé à Bucarest pour des relations diplomatiques entre ces deux pays. L'Autriche est le 19ième pays à avoir reconnu la Chine. Les 18 autres pays européens sont; l'Albanie, la R.D.A., La Bulgarie, le Danemark, la Finlande, la France, La Grande-Bretagne, la Hongrie, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, La Roumanie, la Suisse, la Tchécoslovaquie, l'U.R.S.S. et la Yougoslavie.

27 mai

POL. INTERNAT. : - première conférence éc. et financière du G.R.P. sud-Vietnam. La conférence lance un appel aux "comités du peuple" à réaliser liaison étroite entre travail éc. et financier et luttes politiques et militaires.

- Congrès de l'Internationale socialiste s'est terminée à Helsinki. Résolution :
Moyen-Orient : réaffirme soutien à mission Jarring
Indochine : invite gouvernement USA à annoncer sans délai la date du retrait des troupes américaines.
Chili : salue la politique du parti radical et le gouvernement du Front Populaire.

LUTTES SOC. : - Coupures d'antenne à la radio et télévision à la suite de l'échec de la rencontre gouvernement-conseil général de la R.T.B. et syndicats. Revendication : rétroactivité de la revalorisation barémique au 1er janvier 1971.

POL. INTERIEURE : - Meeting à la Madeleine du F.D.F. (+ 2000) "La liberté en marche"

- Cools confirme les propos tenu par ministre Delmotte recommandant une véritable décentralisation éc. (Kiwaniis-club de Bruxelles).

28 mai

POL. INTERIEURE : - Délégation de 3 personnes du P.L.P. et 3 F.D.F. auprès de M. De Grouve, prés. de la fédération de Bruxelles du P.S.B. pour discuter alliance P.S.B.-P.L.P.-F.D.F. à Bruxelles. Réponse dans 15 jours.

POL. INTERNAT. : - Signature au Caire d'un traité d'amitié et de coopération entre l'Egypte et l'U.R.S.S. qui a trait à la diplomatie, la politique, l'éc., le social, le culturel et le militaire.

SYNDICATS : - Réunion du front commun syndical, secteur public sur les négociations dans les services publics. Il sont d'avis qu'il y a lieu de poursuivre la négociation sur majoration pécule de vacances, adaptation pension, et allocation de fin d'année.

- Publication par les 4 délégations (CMB-CCMB-Setca et CNE) des A.C.E.C. de Charleroi du memorandum : revendications sur la situation de l'emploi.

29 mai

SYNDICATS : - élections sociales : malgré les bilans victorieux publiés par les 2 grandes organisations syndicales, un recul de la F.G.T.B. dans les grandes entreprises de la métallurgie wallonne.

POL. INTERIEURE : - Interview de Hanotte à "La Libre": condition pour participer au vote :

- 1) Conclusion d'un pacte culturel
- 2) Répartition proportionnelle au sein des agglomérations et fédérations
- 3) Mise en place des structures éc. et régionales.

30 mai

POL. INTERIEURE : - Congrès de fondation de la Ligue Revolutionnaire des Travailleurs -section belge de la 4ième internationale. Fusion de la J.G.S., P.W.T. et l'Union de la gauche socialiste.

P.C.B. : - Week-end d'étude de la jeunesse communiste à Saint-Vaast (près de La Louvière).

1er juin

POL. INTERNAT. : - Ceaucescu en visite à Pekin. Il y restera une semaine. Decl.; La Roumanie fait tout sons possible pour surmonter les difficultés qui existent entre les partis communistes. Le peuple roumain a résisté à la pression étrangère, repoussé les tentatives de contrôle impérialiste, l'immixion et les menaces d'agression et défendu courageusement son indépendance.

- LUTTES SOC. : - Les employés de la raffinerie Texaco à Gand ont acceptés les propositions du conciliateur social concernant les traitements. Une étude comparative des salaires sera faite avant le 31 août et les décisions qui en résulteront seront d'application avec effet rétroactif au 1er juin.
- environ 250 travailleurs de Shell à Gand ont arrêté le travail pendant 1 h. en signe de protestation contre certaines réorganisations et la suppression de certains avantages.
- POL. INTERIEURE : - entrevue entre Eyskens, Leburton, Houben, Vandekerckhove et Sefvais : tour d'horizon politique, projets de loi agglom. et féd. de communes, l'autonomie culturelle, les Fourons et le pacte culturel proposé par le P.L.P.

2 juin

- SYNDICATS : - Une délégation de la F.G.T.B. a été reçue à Berlin-Est par la F.D.G.B.
- LUTTES SOC. : - Arrêt de travail de 24 h. du personnel technique des laboratoires de biologie clinique des hôpitaux St. Pierre et Brugmann, contre discrimination entre licenciés et ingénieurs techniciens. Ils envisagent de faire grève le 16, 17 et 18 juin.
- P.C.B. : - lettre ouverte aux progressistes qui ont voté F.D.F. de la fédération de Bruxelles du P.C.B.
- POL. INTERNAT. : - A une campagne menée pour l'admission de la R.D.A. à l'Organisation Mondiale de la Santé, mr. Harmel répond au sénateur Calewaert : l'OMS n'est pas le forum indiqué pour l'examen de telles questions, dont la discussion devrait être réservée à des organisations spécialement conçues pour les problèmes politiques.
- ENSEIGNEMENT : - Le secrétaire national de l'enseignement catholique résume ses principales options sur les problèmes nouveaux de l'enseignement et sur le pacte scolaire. Il se prononce pour un développement planifié des réseaux.

3 juin

- OTAN : - Réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN à Lisbonne sur e.a. réduction éventuelle des effectifs militaires en Europe, sur l'offre de négociations faite par Brejnev. Mr. Luns nouveau secr. gén. de l'OTAN. Mr. Schuman fait une déclaration sur Berlin : lors de récents entretiens à Moscou, les dirigeants ont déclarés que l'URSS était disposée à accepter une responsabilité concernant les voies d'accès occidentales à Berlin.

POL. DES PRIX : - La Chambre vote pour le projet Cools par 106 voix pour, 24 contre et 28 abst. Les communistes votent pour.

PARLEMENT : - M. Levaux intervient auprès des pouvoirs publics en proposant des solutions pour les Cristalleries de Val-Saint Lambert.: transformation en régie nationale, ou une entreprise mixte où les pouvoirs publics disposeraient de pouvoirs de gestion très étendus.

- G. Glineur défend le point de vue communiste à la Chambre en ce qui concerne l'assurance maladie-invalidité.

4 juin

LUTTES SOC. : - 9.000 employés et ouvriers en grève chez Agfa-Gevaert à Mortsel. Pour programme de revendications communes (employés et ouvriers).

- Le travail reprend à ACEC -Westinghouse Herstal après 109 jours de grève.

Protocole d'accord :

1) prime de fabrication au taux de 29,7 % à partir du 1.7.71.

2) prime unique de 750 F aux ouvriers et 1600F aux ouvrières.

3) aucun licenciement d'ouvriers de l'entretien et réparation des machines.

4) rémunération des heures d'études et congés d'examen : salaire de base majoré de primes de production.

Reprise de travail voté par 85 % des travailleurs.

5 juin

POL. INTERNAT. : - incidents sur le campus de l'université de Lovanium à Kinshasa. Le général Mobutu a fermé l'université pour une durée indéterminée. Les 4.000 étudiants et étudiantes seront enrôlés de force dans l'armée.

PROBLEMES EC. : - Le Bureau de programmation éc. chargé de définir les zones d'investissement a remis les résultats de ses travaux aux ministres Cools. Cools et Vlerick sont en désaccord quant à l'application de ce plan. Cools estimant qu'il faut donner à la Wallonie au moins 50 % des crédits et Vlerick voulant faire intervenir des critères nouveaux de population pour réserver à la Flandre une plus grosse part des crédits. Selon la nouvelle loi sur l'expansion éc. la détermination des zones de développement doit se faire sur base des critères suivants :

- 1) sous-emploi structurel actuel et prévisible
- 2) déclin réel ou imminent d'activités éc. importantes dans la zone
- 3) niveau de vie anormalement bas
- 4) lenteur de croissance éc.

6 juin

POL. INTERIEURE : - 13 ième congrès de la V.U. à Bruxelles sur le thème "fédéralisation de la politique sociale". Rés;: exigent que les deux parties du pays disposent de moyens techniques et politiques pour mener une politique sociale propre.

- se prononcent pour une réforme et une rationalisation de l'ass. maladie-invalidité. Supprimer les plafonds salariaux pour paiement de cotisations seraient calculées sur l'ensemble du salaire.
- instauration d'un revenu min. (calculé sur la base de 85.000 F pour personnes eules). Progression des salaires parallèle à l'évolution de l'index.
- élargissement des tâches des pouvoirs publics extension de l'infrastructure collective.

- Nouvelle élection à Liège-ville

- Le Bureau féd. du MPW sous la présidence de Jacques Yerna, s'indigne du fait que les ministres flamands exigent que les investissements se fassent en priorité en Flandre alors que les critères économiques donnent à la Wallonie un droit légitime à un régime de faveur. Le MPW se réjouit de la position énergique prise par le Conseil économique Wallon.

7 juin

ELECTIONS COMMUNALES : - Résultats des élections à Liège :

- Desteny : 13 sièges (+1)
- P.S.B. : 11 sièges (=)
- P.S.C. : 11 sièges (+3)
- R.W. : 5 sièges (-1)
- P.C.B. : 1 siège (-1)
- Houssa : (-2)

SECURITE EUROPEENNE : - 21ième réunion des 4 puissances sur le problème de Berlin. Pour la première fois les 4 ambassadeurs ont fait état de progrès.

PROBLEMES EC. : - La F.I.B. célèbre son 75ième anniversaire à Bruxelles. Décl. de Eyskens : "J'ai la conviction que la libre entreprise restera l'instrument de progrès" Mr. Provost fait l'éloge de la révolution industrielle et la liberté d'entreprise.

8 juin

PROBLEMES EC. : - Réunion du C.N.E.E. sous la présidence de Eyskens
Objectifs sur lesquels il y a accord : expansion
soutenue de 4,8 % par an en moyenne afin de réduire le chômage à un max. de 50.000, porter la construction d'habitations sociales de 15.000 à 20.000, une hausse de 11,5 % des prestations sociales à payer par le budget.

SYNDICATS : - Position de la F.G.T.B. : objectifs prioritaires :
1) Meilleur emploi, amélioration du niveau de vie etc.
2) création de crèches
3) recyclage pendant durée de travail sans perte de rémunération
4) politique de santé préventive
5) participation à la vie pour le 3ième âge
6) à travail égal, salaire égal
7) Niveau de vie plus élevé pour les infra-salariés
8) mise sur pied d'égalité des travailleurs étrangers
9) plus juste répartition du revenu national

- Position de la C.S.C. :
faire pression pour que l'on appuie le projet de loi sur l'instauration et la planification économique.
Elle estime que le plan a un an de retard, mais il faut soutenir les efforts consentis par le gouvernement et le Bureau de programmation économique.

- Le Bureau de la F.G.T.B. approuve le texte modifié de l'accord national interprofessionnel.

POL. INTERNAT. : Le gouvernement soviétique propose à l'ONU un projet de traité international concernant le statut juridique de la lune.

9 juin

POL. INTERNAT. : - L'état d'urgence décrété au Chili à la suite de l'assassinat de l'ex-ministre d'état du président Eduardo Frei, M. Perez Zujovic.

LUTTES SOC. : - Le travail a repris à Agfa-Gevaert. Accord : à partir du 1er juin hausse gén. des salaires de 6 f/h pour les ouvriers et de 1.070F/par mois pour les employés. Pension à 63 ans pour les hommes et à 58 ans pour les femmes. Nouveau système de pension d'usine : la pension sera égale à 75 % du salaire des 5 dernières années.

- POL. INTERIEURE : - Simonet déclare devant la section socialiste de Bruxelles qu'un pacte électoral du type F.D.F.-P.L.P n'est pas souhaitable.
- déclaration de Leburton à la section de St. Gilles : le rassemblement des progressistes commence d'abord par un parti socialiste fort et uni.
 - Rencontre Eyskens - Leburton, pour préciser accord du 1er avril (liberté du père de famille et vote du projet d'agglom. et féd. de communes). Leburton est mandaté par le Bureau du P.S.B.

10 juin

- POL. INTERIEURE : - Rencontre Eyskens - Descamps. A l'issue de la rencontre Descamps déclare que pour lui il faut s'en tenir à la motion Hanotte (qui remonte à la mi-décembre et est adopté par la Chambre et selon laquelle les nouvelles institutions devaient être mises en place pour le 1er septembre, ainsi que la liberté du père de famille).
- L'Union socialiste communale de Liège a ratifié la proposition d'accord entre le P.S.B. et le groupe de Destenay. (460 voix pour-113 contre et 6 abst.) P.S.B. prés. de la C.A.P. et 4 échevins (finances, instruct. publ., prév. soc., et logement) Groupe Destenay : mayorat - travaux publics, classes moyennes, tourisme, aff. éc., et jeunesse et sports.

- POL. INTERNAT. : - levée de l'embargo sur les exportations à destination de la Chine par la Maison Blanche.
- Le Président égyptien Anouar El sadate, rend hommage à l'aide de l'Union Soviétique par un discours radio-télévisé.

- ACTUALITE SOC. : - Le gouvernement accordera une allocation de 7.000 F min. à tous les fonctionnaires au début du mois de juillet, en attendant les révisions gén. des traitements du secteur public.

PARLEMENT :- célébration du 10ième anniversaire de la présidence de Van Acker (discours de Glineur. Réponse de Van Acker Les situations évoluent. Il défend "sa classe").

11 juin

- POL. INTERNAT. : - les assises politiques annuelles de l'Organisation pour l'Unité Africaine ont commencées à Addis-Abeba.

- Mr. Brejnev propose aux E.U. par la voie d'un discours radio-télévisé, une réduction réciproque et générale de la présence de leurs flottes dans les différentes mers et océans.
- La Belgique dénonce les accords aériens E.U.-Belgique, pour le refus des E.U. d'accorder une escale demandée.
- Visite du ministre des aff. étrangères Yougoslave à Pekin : les opinions quant aux grands problèmes internationaux (Vietnam, Moyen-Orient) sont identiques. Cette visite doit permettre que "les relations s'établissent sur la base la plus large en partant des intérêts réciproques".

PARLEMENT : - A. Mathieur interpelle les ministres des affaires éc. et de l'éc. régionale sur les fonderies "Samson" quant à le maintien de l'activité et de l'emploi.

12 juin

POL. INTERNAT. : - Harmel en visite officielle en Syrie, au Liban et au Caire.

POL. INTERIEURE : - Le Conseil général du P.S.B. examine la politique étrangère. (la rédaction d'une résolution est confiée à une commission qui publiera le texte ultérieurement).
Interventions de Calewaert et Rolin pour la reconnaissance de la R.D.A.

- Mr. Houben prés. du P.S.C. - C.V.P. déclare qu'il faut réaliser "maintenant" l'accord communautaire du 1er avril, sinon le gouvernement se trouvera devant des difficultés insurmontables.
- Le Conseil gén. du M.P.W. préoccupé par le sort de éc. de la Wallonie, revendique sur la base de critères objectifs de la loi d'expansion éc. et sur la base de l'étude de la Fondation A. Renard, les aides dues à la Wallonie. Il dénonce à cet égard l'absence de solidarité de l'état belge vis-à-vis d'une région dans laquelle l'emploi et le revenu sont gravement menacés.

JUSTICE : - Le tribunal correctionnel de Bruxelles acquitte un policier poursuivi sur plainte d'un médecin sérieusement blessé au cours des manifestations des étudiants de l'U.L.B. contre la Grèce des colonels.

PROBLEMES EC. : - Congrès général flamand consacré aux problèmes bruxellois à l'initiative du Centre de concertation des associations flamandes. Rés. :

- 1) Transférer les pouvoirs des administrations communales aux organes d'agglomération
 - 2) pas de rétablissement de la liberté du père de famille tant que la langue maternelle ne sera pas celle de l'enseignement
 - 3) les Belges domiciliés à Bruxelles doivent figurer sur des registres distincts
 - 4) pour aller à l'encontre de la francisation de Bruxelles le vice-gouverneur de la province du Brabant devrait disposer d'un droit de recours pour l'agglomération de Bruxelles
 - 5) pour une décentralisation économique
 - 6) Pour une vie culturelle néerlandaise à Bruxelles
- Les conclusions sont approuvées par W. De Clerck.

ELECTIONS COMMUNALES : - Election Grand-Mons , Tongres Diest, Termonde

POL. INTERNAT. : - Elections en Islande : échec de la majorité gouvernementale (conservateurs et soc. démocr.)
Communistes status quo.

14 juin

POL. INTERIEURE : - Le Bureau du P.S.B. charge les 2 présidents du parti d'aller voir Eyskens pour lui dire que les socialistes "respecteront leurs engagements".

- Mons : Collard rencontre les têtes de listes pour la constitution du collège échevinal.

- Le V.M.O. prononce sa dissolution

- 1) un des buts a été atteint : la renaissance du mouvement national flamand
- 2) manque de sympathie envers l'organisation.

POL. INTERNAT. : - Elections partielles en Italie : succès du M.S.I. (parti fasciste) spécialement en Sicile et à Rome. Statu quo communiste . Perte démocrate-chrétienne avance des sociaux-démocrates .

- France : Congrès du parti socialiste : Mitterand élu premier secrétaire du parti socialiste . Une certaine ouverture pour la poursuite des négociations avec le P.C.F.

P.C.B. : - Réception par le P.C.B. d'une délégation du C.E. du P.C. de Bulgarie.

P.C. : - Congrès S.E.D. (R.D.A.) délégation belge Glineur et Moins

Brejnev évoque l'importance du traité signé entre l'U.R.S.S. et la R.F.A. et il déclare qu'ils seront prêts à fournir les efforts nécessaires pour parvenir à un accord sur Berlin-Ouest.

15 juin

JUSTICE : - les syndicalistes dinantais (après la grève de Leffe-Dinant) sont condamnés à 3 mois de prison avec sursis.

POL. INTERIEURE : - Visite des présidents du P.S.B. à Eyskens pour confirmer la position du parti.

16 juin 1971

Au camarade Alex LIENARD
rue des Alliés, 138
7200 WASMES

Cher Camarade,

Concerne les effectifs.

J'ai examiné la situation des effectifs de la fédération à la date du 31 mai 1971, en comparant les chiffres avec ceux de l'année passée à la même date.

En ce qui concerne les sections locales, vous dépassez globalement le chiffre de 1970 (fin mai) : 967 contre 954. Cependant, si certains retards seraient rattrapés, votre avance serait encore plus conséquente. A Boussu, par exemple, 45 contre 61 l'année passée. A Cuesmes 91 contre 107. A Frameries 73 contre 80. A Jemappes 29 contre 35. A Quaregnon 100 contre 109.

En ce qui concerne les cheminots de St-Ghislain, aucune carte de membre n'a été renouvelée. Il y avait 19 membres en 1970.

Le résultat des élections du grand-Mons doit incontestablement offrir des possibilités de recrutement.

Je te demande d'examiner avec Urbain Coussement un plan concret de recrutement et de faire en tout cas l'effort pour rattraper les retards de certaines sections.

Je compte sur toi.

Bien amicalement,

A. DE CONINCK.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 16 juin 1971

AUX MEMBRES DE LA COMMISSION DES JEUNES
PRES LE C.C.

Cher(e) Camarade,

Nous faisons parvenir à chaque membre de la Commission des Jeunes près le C.C. 10 carnets d'inscription pour la manifestation nationale du 16 octobre prochain.

Il est recommandé de commencer à faire inscrire activement les participants dès à présent. La souche, jointe à la carte, permet de prendre les adresses afin de reprendre contact avec le participant.

Le prix unique d'autocar est de 50 Fr. Vous pouvez négocier avec votre fédération pour voir si elle ne peut pas intervenir afin de faire baisser encore le prix (de 10 Fr. etc., par exemple).

Ces cartes sont réservées à l'inscription des jeunes (moins de 30 ans).

Votre fédération en recevra une certaine quantité, ainsi que les organisations nationales J.C. et Pioniers.

Bien fraternellement et bon travail,

U. COUSSEMENT.

COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique, réuni le 18 juin, a procédé à un échange de vues sur les difficultés d'ordre communautaire qui resurgissent au Parlement.

Il constate que la question de l'octroi de pouvoirs économiques réels aux régions est de nouveau complètement escamotée. Or il s'agit de l'essentiel.

Dans ces conditions, les parlementaires communistes voteront contre le projet de loi relatif à l'autonomie culturelle. Le Parti communiste a toujours considéré que l'organisation économique des régions et celle des communautés culturelles devaient aller de pair.

§§§

Le Comité Central du Parti communiste se réunira à Bruxelles les 19 et 20 juin prochains. Il examinera la situation politique, notamment à la lumière des résultats des récentes élections communales partielles.

Le Bureau Politique du
Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 18 juin 1971.

Procès-verbal du Bureau politique du 18.6.71

Présents : Blume, Coussement, De Coninck, Debrouwere, Drumaux, Dussart, Levaux, Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt.

Excusé : Glineur.

Confrontation des projets de programmes d'action élaborés séparément par les deux ailes du Bureau et par la fédération bruxelloise.

- Bruxelles : vote unanime des membres du B.P. pour :
 - une prise de position publique du B.P. sur la résolution de la fédération bruxelloise chargeant les parlementaires communistes de déposer un projet de loi en ce sens
 - suppression des contraintes (reprendre la formulation plus populaire de "liberté du père de famille");
 - création des écoles nécessaires pour assurer l'application de cette décision.
 - Toutefois, la signature du dépôt du projet par l'ensemble des parlementaires - autres que celui de Bruxelles - dépendra de l'engagement de la fédération bruxelloise à entreprendre l'offensive par une campagne dynamique d'action pour la défense de ses propositions. Van Geyt et Blume chargés d'intervenir auprès de la fédération et de communiquer la réponse au B.P. avant la fin du C.C.
 - L'élaboration, par la fédération bruxelloise, d'un programme économique - social sera mis au point pour septembre.
- Précisions sur les lignes de force du programme envisagé par l'aile wallonne.
 - Revendication d'emplois, par région, d'un nombre au moins égal à la moyenne nationale : à présenter par étapes - implique l'opposition à la notion "pôles de croissance".
 - Réformes de structure RTB :
La réforme implique une représentation politique et une représentation des travailleurs à la RTB (mais examiner avec les communistes de la R.T.B. leur position sur cette question).
 - Priorité pour la Wallonie :
 - La notion "générale" de solidarité de classe des travailleurs des diverses régions n'est pas la seule qui permette de proposer des solutions correspondant aux intérêts des travailleurs - les voies de synthèse devront être établies en cours de route.
 - Priorité pour la Wallonie n'implique ni une position anti-flamande (le mot d'ordre doit être accompagné d'explications pour démontrer qu'il en est ainsi), ni une rupture de l'unité du Parti.
 - L'unité du Parti : ce n'est naturellement pas la volonté ni la nécessité de l'unité qui est discutée mais la conception artificielle de l'unité - les réalités justifient l'appréciation que cette unité doit encore être consolidée dans certains secteurs.
 - Régions concurrentes mais pas antagonistes :
la notion de "concurrence" peut se présenter sous divers aspects autres que les problèmes communautaires
 - (-cf : implantation de la faculté de médecine dans le Hainaut
 - cf : projet installation d'une câblerie à Liège menaçant celle des ACEC de Charleroi).

- Accord pour une grande liberté de manoeuvre politique par l'aile wallonne (les tactique de lutte se présentent autrement qu'en Flandre ou Bruxelles) donc :
- Accord pour la création par le Parti d'une unité politique spéciale pour le Hainaut : la Conférence provinciale des communistes du Hainaut
: création d'un "bureau" transitoire.
- Accord pour pousser au développement de l'U.D.P. dans l'arrondissement de Mons (avec adhésions individuelles et collectives) avec maintien et développement du parti.
- Poursuivre la recherche de formes de concertation des gauches (même sans les socialistes qui ne l'acceptent aujourd'hui que lorsqu'ils y sont contraints) y compris sur des programmes plus larges que celui de la gestion communale.
- Accord pour envisager la structuration du Parti en fonction des élections ailleurs que dans le Hainaut: Brabant - Anvers.
- Accord sur l'effort à entreprendre pour l'élaboration des listes électorales.
- Appréciation sur les élections sociales : intervention à faire par Dussart au C.C.
 - la lier à l'objectif de la réunion c.à.d. comment gagner les prochaines élections
 - globalement et interprofessionnellement avance de la CSC
 - part de responsabilité P.C.
- Déroulement C.C. 19 et 20/6/71
 - Présidences : samedi après-midi : N. Dinant ou A. Liénard
dimanche matin : Dekimpe
dimanche après-midi : J. Blume.
 - Ajouter à l'ordre du jour : appel pour le concours pour la presse :
Turf.
 - Envoyer un message de félicitations à Noël.
- Communiqués du B.P. : en publier régulièrement à l'issue des séances et liés à l'actualité politique (par Renard)
Pour celui de ce jour : thème : refus de vote par les communistes du projet sur l'autonomie culturelle à défaut d'octroi de pouvoirs aux régions
: annonce de la réunion du C.C. qui aura pour objet l'étude des problèmes politiques, compte tenu des récentes élections.
- La résolution du B.P. sur Bruxelles : à publier le 21/6.
- Assiduité aux séances du C.C.
 - Réfléchir comment réagir contre l' "amateurisme" de certains militants.
- Note sur la composition sociale et l'âge des adhérents au Parti
De Coninck communiquera les informations, par fédération, aux membres du B.P.

=====

COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste constate que le risque grandit de voir le gouvernement et les trois partis traditionnels rompre l'engagement qu'ils avaient pris d'instaurer d'ici au 1er septembre le libre choix effectif de la langue de l'enseignement dans l'agglomération bruxelloise.

Dans ces conditions, le Bureau politique du Parti communiste décide de soutenir l'initiative de la fédération bruxelloise du parti en vue du dépôt immédiat d'une proposition de loi visant à assurer aux habitants de l'agglomération le droit et les moyens de faire instruire leurs enfants dans la langue de leur choix dès le 1er septembre 1971.

Le Bureau politique du P.C.B.

Bruxelles, le 21 juin 1971.

Note préparatoire au Comité Central des 19 et 20 juin 1971

- Objet : - examen de l'évolution de la situation politique et de l'intervention du Parti;
 - élaboration d'un programme d'action clair et concret, de nature à développer l'audience du Parti, particulièrement dans la classe ouvrière, de nature à le présenter comme la seule formation politique constituant une opposition réelle et cohérente ou le noyau essentiel de cette opposition, et préparer ainsi la prochaine campagne électorale. W
- Appréciation de la situation politique:
 - L'appréciation donnée dans le document préparatoire au Congrès et dans le rapport d'activité se confirme à savoir que ce sont les forces de droite qui l'emportent au sein du Gouvernement et aussi parmi les organisations ouvrières (P.S.B. - F.G.T.B.).
 - La bataille salariale a certes obtenu des résultats mais à quelques exceptions près et de caractère sporadique, elle marque le pas tandis que par divers moyens le Gouvernement et les monopoles tentent de récupérer ce qu'ils ont du lâcher dans ce domaine.
 - Les progrès enregistrés dans le domaine revendicatif ne se sont pas retrouvés dans le domaine politique où il faut enregistrer un retard si pas un recul de la part des forces ouvrières, notre Parti y compris, (voir notamment les problèmes communautaires - la politique de l'emploi, celle des prix - la politique internationale).
 - Cela ne signifie pas pour autant que l'opposition entre forces de gauche et de droite ait disparu jusqu'y compris au sein du Gouvernement. Mais à défaut d'une pression suffisante de la gauche et spécialement de notre Parti, la lutte s'est soldée par un raffermissement de la droite.
- Cette appréciation est-elle partagée par la masse de la classe ouvrière ?

Celle-ci, émet-elle le même jugement que nous sur l'action des ministres socialistes ?

Une réponse précise à ce problème permettrait de formuler nos mots d'ordre d'action de façon plus concrète et de mieux les relier aux aspirations de la classe ouvrière.
- Existe-t-il aujourd'hui une véritable opposition de gauche dans le pays ?

L'intervention des forces de gauche à l'égard des positions des ministres socialistes a été très discrète - non seulement par les syndicalistes mais même par notre Parti. Cette opposition existe pourtant de façon latente mais n'est pas organisée.

La concertation des gauches, décidée par le XXe Congrès du Parti ne devrait-elle pas faire l'objet d'initiatives concrètes de notre part, surtout à la base ?

- Appréciation sur l'intervention du Parti.

- De graves carences doivent être constatées qui se sont traduites par une sorte de résignation à accepter le rapport des forces existant, par un attentisme qui a eu pour effet d'accréditer l'idée du parti à la remorque des événements.

- Le parti éprouve une difficulté croissante à se faire, de façon concrète, le porte-parole des aspirations des masses, à faire coïncider nos mots d'ordre avec les réalités qui préoccupent les gens et à exprimer dans une forme accessible aux travailleurs la critique nécessaire à l'égard du P.S.B. et des ministres socialistes.

Il en est résulté que le Parti n'a pas réussi à porter des coups aux formations politiques de la bourgeoisie pourtant travaillées par des contradictions internes.

- Problèmes communautaires :

D'une manière générale, il fallait tenir compte que ces problèmes qui pouvaient prendre des aspects nouveaux, n'étaient pas dépassés. Dans le domaine de la protection de l'emploi, par exemple, le Parti aurait dû être à l'initiative de l'intervention des travailleurs pour exiger les mesures d'application des lois-cadre sur l'expansion et la planification et la décentralisation économiques (voir aujourd'hui l'opposition Vlerick - Delourme).

Bien que nous ayons constaté au lendemain des élections du 11.10.70, que la politique gouvernementale sur le problème de Bruxelles constituait un cadeau au profit de la droite, le Parti n'a pas réussi à se faire le porte-parole d'une solution démocratique répondant aux aspirations de la majorité des Bruxellois et a aussi laissé le champ libre aux partis bourgeois (voir positions Volksunie et FDF).

- La politique des prix : c'est dans ce domaine que la carence politique du Parti a été particulièrement manifeste.

Le Parti a certes souligné l'ambiance électoraliste dans laquelle se déroulait la discussion sur le projet Cools mais il n'a pas su, pour autant, mobiliser le Parti et la classe ouvrière pour des propositions politiques notamment le contrôle réel et rapide des prix et spécialement les prix de monopoles et pour l'établissement des délais instaurant un réel contrôle des écritures comptables des grandes entreprises.

- L'action politique systématique en direction des entreprises, spécialement vers les entreprises-pilote, a certes été décidée mais appliquée très relativement.

- L'action parlementaire liée aux masses :

Les parlementaires communistes font sans doute des interventions utiles et intéressantes mais elles restent généralement sans écho et ne parviennent pas à influencer les parlementaires d'autres formations politiques notamment en l'absence de liaison Parlement - usines.

- Notre attitude à l'égard de la F.G.T.B. :

Alors qu'une grande partie de la classe ouvrière reproche à la FGTB un fonctionnement peu démocratique (voir élections sociales), alors que les droitiers freinent la lutte contre les ministres socialistes,

alors qu'il existent de sérieuses oppositions entre la base et certaines directions syndicales, le Parti trop souvent a pu apparaître aux travailleurs comme soutenant inconditionnellement la F.G.T.B. Ces positions ne pouvaient faciliter la compréhension des travailleurs à notre égard.

- Position à l'égard des droitiers :

Nous apparaissions davantage comme des réformateurs des réformistes que des initiateurs de solutions politiques de rechange qui répondraient aux aspirations concrètes des masses.

- Alternatives politiques proposées par le Parti Communiste.

Pour répondre aux problèmes réels avec lesquels la classe ouvrière est confrontée, nous devons présenter un programme d'action comportant deux volets :

- 1) à court terme : à exiger du gouvernement d'ici les élections;
- 2) à plus long terme : pour après les élections (programme 1972-1975).

Il doit s'agir d'un programme propre au Parti :

- axé sur des objectifs politiques visant à faire jouer un rôle politique à la classe ouvrière
- lié aux problèmes réels qui préoccupent les gens
- présenté éventuellement différemment selon les régions pour pouvoir mieux répondre à la solution de problèmes régionaux
- susceptible d'éveiller la prise de conscience par les travailleurs que le Parti est la seule opposition réelle et cohérente ou plutôt le noyau politique essentiel de cette opposition.

- Propositions de Programme

- Problèmes communautaires

- Des objectifs et des mots d'ordre d'action considérés comme fondamentaux pour chacune des trois régions seront élaborés séparément par les deux ailes du B.P. et par la fédération bruxelloise - il faut admettre que pour que les objectifs correspondent bien aux revendications des masses, ils puissent différer selon les régions (les propositions seront communiquées ultérieurement).

- Protection de l'emploi

Proposer des solutions propres au Parti, temporaires mais efficaces, et qui corrigeraient l'aspect anarchique qui caractérise la bataille actuelle pour l'emploi

- 1) pension anticipée et facultative à 60 ans à charge de l'entreprise, et avec des garanties telles pour les travailleurs que la défense de leurs revenus soit assurée.
- 2) bataille à l'entreprise et par région pour la défense de l'emploi (ces notions étant complémentaires et non contradictoires). Ne pas opposer les unes aux autres les revendications des régions mais lutter pour que les moyens mis à la disposition de l'ensemble des régions soient plus importants. Faire préciser par région et sous-région, le volume d'emplois revendiqué, volume qui ne peut être inférieur à la moyenne nationale. Entamer la bataille sans opposer apport public et privé.

- Pension

- Hausse de 25 % d'ici le 1er janvier 1972 (= pension minimum égale à 75 % du salaire minimum du manoeuvre de l'Etat : 120.000 Fr. au 1.1.72).
- Droit à la retraite sans abattements (à 60 ans).

- Santé

- Le secteur Santé doit être considéré comme un secteur public (à l'instar de l'enseignement et de la Défense nationale) à financer entièrement par l'Etat.
- Lutte contre les monopoles qui parasitent sur le secteur Santé spécialement en matière médicaments et fournitures d'appareils médicaux.
Action contre les prix des produits pharmaceutiques.
- Lutte pour un réseau hospitalier public des agglomérations ou fédérations de communes.
- Poursuivre la recherche de mots d'ordre qui répondent aux soucis des populations.

- Indexation

Tenant compte que les travailleurs sont d'accord avec notre appréciation, que les récents abattements fiscaux décidés par le gouvernement pour l'année prochaine ne sont que des "miettes" et vu la nécessité de concrétiser le mot d'ordre d'indexation des barèmes fiscaux, lancer une proposition simple :

- par exemple pour les revenus allant jusqu'à 300.000 Fr. :
 - soit d'un abattement de l'impôt correspondant à l'augmentation de l'index;
 - soit de réduction d'impôts d'un tiers.

- Environnement

- Problème essentiel : la pollution.
Exiger la publication d'arrêtés d'application de la Loi-cadre (Custers-Vermeulen) du 28.12.64 : a) au Parlement
b) par le truchement des Conseils communaux.

Mesures anti-pollution à endosser aux responsables de la situation (les entreprises).

- Voir autres problèmes : espaces verts - trafic etc...
- Constitution de comités de quartier pour élaborer l'inventaire des revendications.
- Modalités de combat à établir régionalement.
- Enseignement : il faudra préciser notre avis concernant la réforme proposée par le Gouvernement (étude à faire soit par la Commission C.C., soit par des spécialistes).
- D'ores et déjà, insister sur les ressources financières indispensables pour exécuter la réforme sous peine de catastrophe.
- Logements sociaux : des revendications précises devront être élaborées régionalement.

- Listes électorales

- Un effort devra être fait pour tenter d'obtenir des listes d'union progressiste avec des représentants de forces réelles.

=====

CC. du 19 et 20 juin 71

Rapport Bureau Les problèmes pol. actuels et les élections prochaines

Repondre à 2 questions : que proposons nous
que faisons nous

Que propose-t-il ?

- 1) maintien des mots ordre action immédiats.
- 2) Campagnes à mener jusqu'aux proch. élections
- 3) Plan anti-monopoliste.
- 4) Reprise aux questions du passage au socialisme tel qu'on le conçoit.

Repondre à la question : à quoi sert le PC.
Je fais répondre au 1 et 2 aujourd'hui.

Regle : 1) Je fais batailles pour notre programme en comparant largement
de ce qui ressemble les gens, et pas seulement sur ce que nous tentons.

2) Je fais que notre programme soit suivi par les CF et régionalisé.
par exemple Bouvells : campagne sur liberté pour famille.

Il y a des revendications nationales.

impôts.
contrôle prix.
communautés

pension

pol. étrangère

pour les gens nous pas peur : donc à qui servir les dépenses d'armement.
(50 à 30%).

Le Parti qu'est-ce qu'il fait : Rege : arguments justes mais généraux.
fait avancer les choses.
nécessité à parler avec P.S. et P.C. (Concepts ne changeant pas.).
manque d'aide aux étrangers de la part de la Fédération.

Mons : qualité des hommes sur la liste.
solidarité constante avec P.S. et P.C.
expérience en matière de démocratie
unité.

Strictement confidentiel pour membres du Bureau politique

LISTE PROVISOIRE DES PERSONNALITES SOUTENANT L'INITIATIVE (Comité pour la Sécurité Européenne)

Emilie ARNOULD (Mme), Secr. Gén. de Pax Christi
Isabelle BLUME, Présidente de l'Union Belge pour la Défense de la Paix
Pierre BOONS, Rédacteur en Chef B.R.T.
Jean BRACHET, Prof. à l'U.L.B.
Willy CALEWAERT, sénateur
Alfred CALIFICE, Député
Maurice CAREME, homme de lettres
Edouard CLOSE, député
Léo COLLARD, Ministre d'Etat, Président du P.S.B.
Ernest DAVISTER, Président de la Régionale F.G.T.B. de Charleroi
Robert DE GENDT, Sec. Gén. du Mouvement Mondial des Travailleurs Chrétiens
Roger DEKEYSER, sénateur
Lisette DELEPIERRE (Mme), Secr. Gén. des "Socialistische Vooruitziende Vrouwen"
Christiane DELRUE, Secrét. Gén. de l'Association Belgique - R.D.A.
Marcel DELVIGNE, Directeur Gén. Fonds et Services Sociaux FMSS-FGTB
Charles DELVOYE, Prof. à l'U.L.B.
Albert DE SMAELE, Président du Conseil Central de l'Economie
Monseigneur A. DONDEYNE, Prof. à l'U.C.L.
Marc DRUMAUX, Député, Président du P.C.B.
Marthe DUMON, R.T.B.
Maurice ERRERA, Prof. à l'U.L.B.
Pieter FRANTZEN, Prof. aan de V.U.B.
Jean GAYETOT, Secr. de la Régionale F.G.T.B. de Liège-Huy-Waremme
Ernest GLINNE, Député, Bourgmestre de Courcelles
Raymond GOOR (Chanoine), Aumônier d'Action Apostolique et Sociale
Jacques GUYAUX, Rédact. en Chef du JOURNAL et Indépendance
Léon-E. HALKIN, Prof. à l'Université de Liège
Pierre HAYOIT (Chanoine), Official de Tournai
Thérèse HELARD (Mme)
Jaak HENCKENS, Volksvertegenwoordiger CVP
Maurice HUISMAN, Directeur du Théâtre Royal de la Monnaie
Henri JANNE, Prof. à l'U.L.B., Prés. du Collège Scientifique de l'Inst. Sociol.
Jean KEVERS, sénateur
André LAGASSE, sénateur
Maurice LAMBILLIOTTE, Directeur de la revue "Synthèses"
Henry LAMBOTTE, Avocat près la Cour d'Appel
Victor LAROCK, député
Jacques NAGELS, Chercheur en Sciences économiques (FNRS)
Lucien OUTERS, député
Irène PETRY (Mme), Secr. nat. des Femmes Prévoyantes Socialistes
Michel QUEVIT, Assistant à l'U.C.L.
Lucien RADOUX, député
Raymond RAVAR, Directeur de l'I.N.S.A.S.
Charles ROGER, Secrétaire du Conseil Central de l'Economie
Henri ROLIN, Ministre d'Etat
Jean TERFVE, Vice-Président du P.C.B.
Georges THILL, Physicien
Alphonse TONNEAUX, Président Cheminots C.G.S.P.
Urbain VANDERSCHRAEGE, Dirigeant d'organisation de Jeunesse
Auguste VANISTENDAEL, Président de "Coopération et Solidarité"
Jean VERSTAPPEN
Madame Pierre WIGNY, Conseil National des Femmes Belges